

A quoi sert le FMI ?

Le Fonds Monétaire International, FMI, a été fondé en 1944 et comprend aujourd'hui 188 pays membres. Sa mission principale est d'aider un pays confronté à une crise financière.

Généralement, il s'agit d'un pays qui a une balance des paiements régulièrement en déficit. Cela signifie que le pays a importé davantage de biens et de services qu'il n'en a exporté. Cette balance comprend également les sorties de capitaux, lorsqu'un agent du pays fait un placement à l'étranger par exemple ou les entrées, lorsqu'un agent non-résident investit dans le pays.

Le déficit de sa balance des paiements peut être comblé grâce aux réserves de devises convertibles (comme des dollars ou des euros) détenues par la banque centrale du pays. Cependant, lorsque ces réserves s'épuisent, le pays ne peut plus payer ses importations puisqu'il doit les payer en devises convertibles. De plus, personne ne veut lui prêter de l'argent. C'est dans cette situation « désespérée » que le pays fait appel au FMI, qui peut alors lui accorder un prêt.

En contrepartie, il lui impose des conditions, sous forme de mesures qui visent à réformer l'économie du pays, afin d'éviter de nouvelles crises. Concrètement, il peut s'agir de :

- réduire les dépenses de l'Etat en privatisant les entreprises publiques ou en diminuant les salaires des fonctionnaires par exemple.
- augmenter les recettes de l'état, en augmentant les impôts par exemple
- ou encore ouvrir le pays aux investissements étrangers et au commerce international.

L'argent prêté provient des Etats-membres, qui versent chacun une contribution au FMI. Cette contribution définit la quote-part.

En effet, lorsqu'un pays adhère au FMI, on lui attribue une quote-part, basée en partie sur son poids économique, grâce au PIB notamment. Tous les 5 ans, les quotes-parts peuvent évoluer pour prendre plus ou moins en compte les évolutions du poids économique de chaque pays.

Plus la quote-part est élevée, plus le pays versera une contribution importante au FMI et plus il disposera de voix lors des votes organisés pour prendre les décisions. Actuellement, 12 pays détiennent 60 % des quotes-parts dont 17,5 % pour les Etats-Unis. Certaines décisions requièrent une majorité de 85 %, ce qui donne aux Etats-Unis un droit de véto.

Aujourd'hui le FMI subit une crise de légitimité, car la quote-part des pays émergents, comme le Brésil ou la Chine, est encore perçue comme trop faible par rapport à leur poids économique. En outre, l'efficacité des mesures qu'il impose est souvent remise en question.